



**COUNCIL OF
THE EUROPEAN UNION**

Brussels, 2 September 2005

**11518/05
ADD 1**

**COPEN 116
EUROJUST 42
EJN 38**

ADDENDUM TO THE NOTE

From:	Belgian delegation
To:	Co-operation in Criminal Matters Working Party
Subject :	Decision of the Belgian Constitutional Court on the Framework decision on the European arrest warrant

Delegations find attached the French and Dutch language version of the judgment of the Belgian Constitutional Court of 13 July 2005 referred to in the note.

Numéro du rôle : 3027
Arrêt n° 124/2005
du 13 juillet 2005

A R R E T

En cause : le recours en annulation totale ou partielle de la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen, introduit par l'a.s.b.l. Advocaten voor de Wereld.

La Cour d'arbitrage,

composée du président A. Arts, du juge P. Martens, faisant fonction de président, et des juges R. Henneuse, M. Bossuyt, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président A. Arts,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* *

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 21 juin 2004 et parvenue au greffe le 22 juin 2004, l'a.s.b.l. Advocaten voor de Wereld, dont le siège est établi à 9000 Gand, Koophandelsplein 23, a introduit un recours en annulation totale ou partielle (les articles 3, 5, §§ 1er et 2, et 7) de la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen (publiée au *Moniteur belge* du 22 décembre 2003, deuxième édition).

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire, la partie requérante a introduit un mémoire en réponse et le Conseil des ministres a également introduit un mémoire en réplique.

A l'audience publique du 13 avril 2005 :

- ont comparu :

. Me L. Deleu, avocat au barreau de Bruxelles, pour la partie requérante;

. Me E. Jacobowitz, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs M. Bossuyt et J. Spreutels ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *En droit*

- A -

Quant à la recevabilité

A.1.1. L'a.s.b.l. Advocaten voor de Wereld a pour objet principal la coopération au développement et, dans ce cadre, se fixe plus précisément comme objectif de réaliser, soutenir et protéger, n'importe où dans le monde, aussi bien au niveau national qu'international, l'Etat de droit et l'équité de la procédure, de promouvoir de manière plus générale les droits de l'homme et, dans ce cadre, de fournir une aide à des justiciables, à des avocats individuels ou à des organisations de défense des droits de l'homme, de s'efforcer aussi de lutter contre la pauvreté et de défendre les droits des plus démunis au sens le plus large.

Elle estime que, dans son combat en faveur de l'Etat de droit et d'une procédure équitable, elle justifie de l'intérêt requis pour demander l'annulation des dispositions entreprises.

A.1.2. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt de la partie requérante, puisqu'il n'apparaît pas que les dispositions entreprises influenceraient négativement la coopération au développement, qui constitue l'objectif de la partie requérante. De surcroît, il ne ressort pas des pièces déposées que l'association sans but lucratif répondrait aux exigences légales pour agir en justice.

A.2.1. La partie requérante invoque cinq moyens à l'appui de son recours en annulation.

A.2.2. Le Conseil des ministres fait valoir, en ordre principal, que le recours est irrecevable pour cause d'obscurité des moyens. Il constate que tous les moyens sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec d'autres dispositions de la Constitution et avec des dispositions du droit international. Cependant, aucun de ces moyens ne mentionne quelles catégories de justiciables sont comparées, ce qui est essentiel pour le contrôle par la Cour. Dans ces circonstances, le Conseil des ministres ne peut répondre de manière satisfaisante aux objections invoquées.

Quant au fond

A.3.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11, lus en combinaison avec les articles 36 et 168, de la Constitution.

La partie requérante émet des objections contre le fait que la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen a été instaurée sur la base de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne 2002/584/JAI du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres, alors que, conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, cette matière devait être réglée par convention. S'il devait exister un doute quant à cette thèse, les requérants demandent qu'une question préjudicielle soit posée à la Cour de justice des Communautés européennes au sujet de la validité de la décision-cadre.

A.3.2. Les objections de la partie requérante sont également dirigées contre le fait que la transposition de ladite décision-cadre en droit interne porte atteinte au pouvoir de décision des chambres législatives.

A.3.3. Traditionnellement, la coopération entre les Etats en matière pénale est réglée par convention, ce qui requiert l'approbation des parlements nationaux, qui peuvent y donner ou non leur assentiment. Les décisions-cadres étant contraignantes pour les Etats membres en ce qui concerne le résultat à atteindre et le calendrier, le contrôle démocratique parlementaire est vidé de toute substance. L'attribution de compétences aux différents pouvoirs de l'Etat, et au législateur en particulier, a été conçue par le Constituant comme une garantie donnée à tous les justiciables, si bien que sa méconnaissance viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

A.3.4. Le Conseil des ministres estime que la Cour n'est pas compétente pour statuer sur le premier moyen, puisque ce n'est pas le contenu de la loi mais bien son mode d'élaboration qui est contesté. De surcroît, le moyen n'est pas fondé, étant donné, d'une part, que le pouvoir législatif a pu s'exprimer au

sujet de la loi entreprise, et, d'autre part, que le contrôle démocratique de la décision-cadre est assuré par le Parlement européen.

A.4.1. Le deuxième moyen dénonce la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec son article 12 et avec les articles 6.2, 5.2 et 5.4 de la Convention européenne des droits de l'homme.

A.4.2. Le fait que la loi litigieuse constitue la transposition d'une décision-cadre européenne ne dispense pas le législateur de garantir la liberté individuelle protégée par la Constitution et les traités.

Selon l'article 3 de la loi entreprise, un mandat d'arrêt européen peut être émis en vue de poursuites ou en vue de l'exécution d'une peine lorsque le jugement a déjà été rendu.

S'agissant de la privation de liberté préalable au jugement, il existe, selon les requérants, une différence de traitement non justifiée entre les inculpés arrêtés sur la base d'un mandat d'arrêt européen et ceux qui bénéficient des garanties prévues dans la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

La loi du 20 juillet 1990 prévoit des conditions rigoureuses en ce qui concerne la privation de liberté d'une personne pendant l'instruction judiciaire. En revanche, la décision de priver de liberté avant son jugement une personne à l'encontre de laquelle un mandat d'arrêt européen a été émis n'est en principe prise que sur la base du mandat d'arrêt européen, alors que l'autorité judiciaire qui émet le mandat demeure en possession du dossier des poursuites. Le juge d'instruction en Belgique doit dès lors se prononcer sans pouvoir consulter le dossier de l'inculpé.

A.4.3. La partie requérante reproche également à la disposition entreprise de traiter abusivement des situations différentes de manière identique, en ce qu'elle prévoit le même régime en matière d'émission d'un mandat d'arrêt européen à l'égard des personnes poursuivies qu'à l'égard de personnes qui ont déjà été jugées, alors que la législation belge approche ces deux catégories de manière différente.

A.4.4. Selon le Conseil des ministres, il ressort des travaux préparatoires de la loi entreprise que les droits fondamentaux mentionnés dans le moyen sont respectés.

L'arrestation se fait sur la base d'un jugement prononcé par un juge établi au sein de l'Union européenne ou sur la base d'un signalement au niveau européen.

Dans le premier cas, il ne saurait être question d'une violation des dispositions mentionnées dans le moyen puisque la personne arrêtée a déjà eu accès au juge dans l'Etat membre concerné et que la présomption d'innocence ne s'applique plus en raison du jugement prononcé à son encontre.

Dans la seconde hypothèse, il n'y a pas encore de condamnation pénale et, dans ce cas, le juge d'instruction

devra entendre l'intéressé et se prononcer sur le maintien de la détention dans un délai de 24 heures après l'arrestation. Le juge d'instruction disposera pour ce faire des informations considérées comme nécessaires au niveau européen afin de pouvoir confirmer l'arrestation, sans que ces informations soient par définition moins substantielles que celles dont il dispose dans le cadre de la législation relative à la détention préventive.

A.5.1. Le troisième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec son article 13 et avec l'article 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme.

L'article 7 de la loi litigieuse énonce que, lorsque le mandat d'arrêt européen a été délivré aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté prononcée par une décision rendue par défaut, la remise peut être subordonnée à la condition que l'autorité judiciaire d'émission donne des assurances jugées suffisantes pour garantir à l'intéressé qu'il aura la possibilité de demander une nouvelle procédure de jugement dans l'Etat d'émission et d'être jugé en sa présence. L'existence dans le droit de l'Etat d'émission d'une disposition prévoyant un recours est considérée par la loi comme une assurance suffisante.

A.5.2. Selon la partie requérante, la disposition entreprise conduit au traitement différent de cas identiques, puisque le jugement par défaut et les garanties relatives au caractère contradictoire de la procédure pénale sont organisés de manière très divergente dans les différents Etats concernés. La disposition entreprise aboutit ainsi, lors de l'exécution par les autorités judiciaires belges d'un mandat d'arrêt européen, à un traitement discriminatoire des personnes qui ont été jugées par défaut dans les différents Etats membres de l'Union européenne. Le fait que les autorités judiciaires doivent veiller à ce que des garanties suffisantes soient offertes conduit également à ce que des situations identiques soient traitées de manière différente.

A.5.3. Selon le Conseil des ministres, la partie requérante reprocherait au législateur de ne pas avoir réglé certains aspects de la problématique, question sur laquelle la Cour n'est pas habilitée à se prononcer. Pour le reste, le Conseil des ministres estime que l'article 7 de la loi litigieuse prévoit des garanties suffisantes.

A.6.1. Le quatrième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

L'article 5, § 1er, de la loi entreprise fait usage du principe de la double incrimination, ce qui implique que l'exécution du mandat d'arrêt européen est refusée si les faits qui sont à la base du mandat ne constituent pas des infractions au regard du droit belge.

Selon les requérants, l'article 5, § 2, de la loi déroge sans justification objective et raisonnable à ce principe en ce que, pour une série d'infractions, l'exigence de la double incrimination disparaît dès que les faits concernés sont punis, dans l'Etat d'émission, d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins 3 ans.

A.6.2. Le Conseil des ministres souligne que la liste figurant à l'article 5, § 2, de la loi entreprise a été reprise de la décision-cadre européenne, dont la loi constitue la transposition dans l'ordre juridique belge.

Le texte de la loi ne fait pas mention de la suppression de la double incrimination, mais uniquement du fait que la double incrimination des faits n'est pas vérifiée. De surcroît, le système de mandat d'arrêt européen mis en œuvre doit s'apprécier dans son ensemble. Les travaux préparatoires établissent un lien entre la suppression partielle du contrôle de la double incrimination et la possibilité de refuser la remise par application du principe de territorialité.

Pour terminer, le Conseil des ministres conteste également le fait que le mandat d'arrêt européen contiendrait trop peu d'informations au sujet des faits.

A.7.1. Le cinquième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec son article 14 et avec l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme.

L'article 5, § 2, détermine que, pour les infractions qu'il énumère, la condition traditionnelle de la double incrimination est supprimée lorsque le fait en question est puni, dans l'Etat d'émission, d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins trois ans.

Cependant, le principe de légalité en matière pénale interdit que quiconque puisse être soumis à une loi pénale qui ne répond pas aux exigences de précision, de clarté et de prévisibilité, afin que chacun, au moment où il adopte un comportement, puisse déterminer si ce comportement est punissable ou non. La liste qui figure à l'article 5, § 2, de la loi litigieuse n'énumère pas des infractions accompagnées de leur définition légale, mais des catégories génériques de comportements indésirables, décrites de manière très vague, et elle ne satisfait pas aux exigences posées par le principe de légalité en matière pénale.

A.7.2. Le Conseil des ministres renvoie à l'argumentation développée à propos du quatrième moyen, en répétant que l'absence de contrôle de la double incrimination doit être mise en relation avec l'application du principe de territorialité. L'Etat d'exécution sera uniquement tenu de remettre une personne pour un fait qui n'est pas punissable dans cet Etat lui-même si ces faits se sont produits sur le territoire de l'Etat qui a délivré le mandat d'arrêt.

Toute condamnation de la personne remise sur la base de ces faits sera prononcée conformément au principe de légalité, puisque l'intéressé, au moment où il se trouvait sur le territoire de l'Etat qui a délivré le mandat d'arrêt et où il a commis les faits sanctionnés pénalement, savait ou était censé savoir que ces faits étaient punissables, même si les règles en la matière diffèrent des règles en vigueur dans son propre Etat membre.

Quant à la recevabilité

B.1.1. Le Conseil des ministres fait valoir que le recours en annulation n'est pas recevable, au motif que la partie requérante ne satisferait pas aux conditions légales pour ester en justice et qu'elle ne justifierait en outre pas de l'intérêt requis.

B.1.2. A la demande du greffier, la partie requérante a produit les pièces exigées par l'article 7 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, dont il apparaît qu'elle satisfait aux exigences de la loi.

B.1.3. Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que l'intérêt collectif ne soit pas limité aux intérêts individuels de ses membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.1.4. En vertu de l'article 3 de ses statuts, l'association a pour objet principal la coopération au développement et a, en particulier, pour objectif de réaliser, de soutenir et de protéger n'importe où dans le monde, tant au niveau national qu'au niveau international, l'Etat de droit et l'équité de la procédure, de promouvoir de manière plus générale les droits de l'homme et, dans ce cadre, d'aider des justiciables, des avocats ou des organisations de défense des droits de l'homme, de s'efforcer aussi de lutter contre la pauvreté et de défendre les droits des plus démunis au sens le plus large.

Sans qu'une telle définition de l'objet social d'une a.s.b.l. doive être prise à la lettre comme un moyen que cette association se donne d'attaquer n'importe quelle norme sous le prétexte que toute norme a une incidence sur les droits de quelqu'un, il peut être admis qu'une loi qui règle les modalités d'exécution d'un mandat d'arrêt européen soit de nature à pouvoir affecter défavorablement l'objet social de l'association.

B.1.5. Enfin, le Conseil des ministres allègue que le recours en annulation est irrecevable au motif que les moyens manquent de clarté et qu'ils ne satisfont pas aux conditions émises

par l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

L'examen de l'exception est joint à celui du fond de l'affaire.

Quant au fond

B.2.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11, lus en combinaison avec les articles 36, 167, § 2, et 168, de la Constitution.

B.2.2. La loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen transpose en droit interne la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne 2002/584/JAI du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres.

B.2.3. En ce qui concerne la collaboration policière et judiciaire en matière pénale, l'article 34, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne (ci-après : Traité U.E.) énonce que le Conseil, sous la forme et selon les procédures appropriées, prend des mesures et favorise la coopération en vue de contribuer à la poursuite des objectifs de l'Union. A cet effet, il peut arrêter des positions communes, des décisions-cadres et des décisions ou établir des conventions.

B.2.4. Selon l'article 34, paragraphe 2, point b), le Conseil peut arrêter à cet effet des décisions-cadres aux fins du rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres. Ces décisions-cadres lient les Etats membres quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens. Elles ne peuvent entraîner d'effet direct.

B.3.1. La partie requérante considère que la décision-cadre n'est pas valide parce que la matière du mandat d'arrêt européen aurait dû être mise en œuvre par convention et non par décision-cadre, dès lors qu'en vertu de l'article 34, paragraphe 2, point b), du Traité U.E., les décisions-cadres ne peuvent être arrêtées que pour le « rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres », ce qui ne serait pas le cas en l'occurrence.

La partie requérante demande à la Cour de poser à la Cour de justice des Communautés

européennes une question préjudicielle relative à la validité de la décision-cadre.

B.3.2. La loi attaquée est la conséquence directe de la décision du Conseil de l'Union européenne de régler la matière du mandat d'arrêt européen par une décision-cadre. En vertu de l'article 35, paragraphe 1, du Traité U.E., la Cour de justice est seule compétente pour statuer, à titre préjudiciel, sur la validité des décisions-cadres. Conformément à l'article 35, paragraphe 2, du Traité, la Belgique a accepté la compétence de la Cour de justice en la matière.

B.3.3. Avant d'examiner le premier moyen, la Cour estime qu'il s'impose de poser à la Cour de justice la première question préjudicielle mentionnée au dispositif.

B.4. Au cas où la Cour d'arbitrage estimerait que le premier moyen n'est pas fondé, la partie requérante invoque encore, à titre subsidiaire, quatre moyens à l'appui de son recours en annulation.

B.5.1. Les quatrième et cinquième moyens sont dirigés contre l'article 5, §§ 1er et 2, de la loi entreprise qui dispose :

« § 1er. L'exécution est refusée si le fait qui est à la base du mandat d'arrêt européen ne constitue pas une infraction au regard du droit belge.

§ 2. Le paragraphe précédent ne s'applique pas si le fait constitue une des infractions suivantes, pour autant qu'il soit puni dans l'Etat d'émission d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins trois ans :

- 1° participation à une organisation criminelle;
- 2° terrorisme;
- 3° traite des êtres humains;
- 4° exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie;
- 5° trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;
- 6° trafic illicite d'armes, de munitions et d'explosifs;
- 7° corruption;
- 8° fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés

européennes au sens de la Convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes;

9° blanchiment du produit du crime;

10° faux monnayage et contrefaçon de l'euro;

11° cybercriminalité;

12° crimes contre l'environnement, y compris le trafic illicite d'espèces animales menacées et le trafic illicite d'espèces et d'essences végétales menacées;

13° aide à l'entrée et au séjour irréguliers;

14° homicide volontaire, coups et blessures graves;

15° trafic illicite d'organes et de tissus humains;

16° enlèvement, séquestration et prise d'otage;

17° racisme et xénophobie;

18° vols organisés ou avec arme;

19° trafic illicite de biens culturels y compris antiquités et œuvres d'art;

20° escroquerie;

21° racket et extorsion de fonds;

22° contrefaçon et piratage de produits;

23° falsification de documents administratifs et trafic de faux;

24° falsification de moyens de paiement;

25° trafic illicite de substances hormonales et autres facteurs de croissance;

26° trafic illicite de matières nucléaires et radioactives;

27° trafic de véhicules volés;

28° viol;

29° incendie volontaire;

30° crimes relevant de la juridiction de la Cour pénale internationale;

31° détournement d'avions ou de navires;

32° sabotage ».

B.5.2. L'article 5, § 1er, de la loi entreprise applique la règle de la double incrimination, qui implique que l'exécution du mandat d'arrêt européen est refusée lorsque les faits sur lesquels porte le mandat ne sont pas punissables en vertu du droit belge.

En vertu de l'article 5, § 2, cette règle n'est pas applicable si le fait constitue une des

infractions énumérées dans cette disposition, pour autant qu'il soit puni dans l'Etat d'émission d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins trois ans.

B.5.3. L'article 5, § 2, de la loi du 19 décembre 2003 transpose en droit interne l'article 2, paragraphe 2, de la décision-cadre du Conseil européen du 13 juin 2002, qui énonce :

« Les infractions suivantes, si elles sont punies dans l'Etat membre d'émission d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté d'un maximum d'au moins trois ans telles qu'elles sont définies par le droit de l'Etat membre d'émission, donnent lieu à remise sur la base d'un mandat d'arrêt européen, aux conditions de la présente décision-cadre et sans contrôle de la double incrimination du fait :

- participation à une organisation criminelle,
- terrorisme,
- traite des êtres humains,
- exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie,
- trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,
- trafic illicite d'armes, de munitions et d'explosifs,
- corruption,
- fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes,
- blanchiment du produit du crime,
- faux monnayage, y compris la contrefaçon de l'euro,
- cybercriminalité,
- crimes contre l'environnement, y compris le trafic illicite d'espèces animales menacées et le trafic illicite d'espèces et d'essences végétales menacées,
- aide à l'entrée et au séjour irréguliers,
- homicide volontaire, coups et blessures graves,
- trafic illicite d'organes et de tissus humains,
- enlèvement, séquestration et prise d'otage,
- racisme et xénophobie,
- vols organisés ou avec arme,

- trafic illicite de biens culturels, y compris antiquités et œuvres d'art,
- escroquerie,
- racket et extorsion de fonds,
- contrefaçon et piratage de produits,
- falsification de documents administratifs et trafic de faux,
- falsification de moyens de paiement,
- trafic illicite de substances hormonales et autres facteurs de croissance,
- trafic illicite de matières nucléaires et radioactives,
- trafic de véhicules volés,
- viol,
- incendie volontaire,
- crimes relevant de la juridiction de la Cour pénale internationale,
- détournement d'avion/navire,
- sabotage ».

L'article 2, paragraphe 4, de la décision-cadre dispose :

« Pour les infractions autres que celles visées au paragraphe 2, la remise peut être subordonnée à la condition que les faits pour lesquels le mandat d'arrêt européen a été émis constituent une infraction au regard du droit de l'Etat membre d'exécution, quels que soient les éléments constitutifs ou la qualification de celle-ci ».

B.6. Les griefs de la partie requérante qui sont dirigés contre la loi valent aussi indirectement à l'encontre de la décision-cadre du 13 juin 2002, dont la loi constitue la transposition obligatoire en droit interne.

B.7.1. Dans le quatrième moyen, la partie requérante fait valoir que l'article 5, § 2, de la loi viole le principe d'égalité et de non-discrimination en ce que, pour les faits punissables mentionnés dans cette disposition, en cas d'exécution d'un mandat d'arrêt européen, il est dérogé sans justification objective et raisonnable à l'exigence de la double incrimination, alors que cette exigence est maintenue pour d'autres infractions.

B.7.2. Il existe certes une différence entre la décision-cadre et la loi, dans la mesure où,

conformément à l'article 2, paragraphe 4, de la décision-cadre, l'exigence de la double incrimination peut être maintenue pour d'autres infractions que celles énumérées à l'article 2, paragraphe 1, alors que, conformément à l'article 5, § 1er, de la loi, la condition de la double incrimination doit être maintenue pour d'autres infractions que celles mentionnées à l'article 5, § 1er.

B.7.3. Ce qui précède n'empêche cependant pas que la décision-cadre comme la loi contiennent une règle particulière pour une série d'infractions pour lesquelles le contrôle de l'exigence de la double incrimination est abandonné.

B.8. Dans le cinquième moyen, la partie requérante fait valoir que la disposition entreprise ne satisfait pas aux conditions du principe de légalité en matière pénale, en ce qu'elle n'énumère pas d'infractions ayant un contenu normatif suffisamment clair et précis, mais seulement des catégories vagues de comportements indésirables. L'autorité judiciaire qui doit décider de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen dispose, selon la partie requérante, d'informations insuffisantes pour contrôler effectivement si les infractions pour lesquelles la personne recherchée est poursuivie, ou pour lesquelles une peine a été prononcée à son encontre, relèvent d'une des catégories mentionnées à l'article 5, § 2, de la loi.

L'absence d'une définition claire et précise des infractions visées à l'article 5, § 2, conduira, selon la partie requérante, à une application disparate par les diverses autorités qui sont chargées de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen et viole de ce fait également le principe d'égalité et de non-discrimination.

B.9.1. L'article 6, paragraphe 2, du Traité U.E. énonce :

« L'Union respecte les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, en tant que principes généraux du droit communautaire ».

B.9.2. Le principe de légalité en matière pénale et le principe d'égalité et de nondiscrimination, dont la partie requérante invoque la violation, doivent, conformément à

l'article 6, paragraphe 2, du Traité U.E., également être respectés par l'Union.

B.10. Les griefs formulés par la partie requérante à l'égard de la loi entreprise valent dans la même mesure pour la décision-cadre. Des différences d'interprétation entre les instances judiciaires concernant la validité d'actes communautaires et la validité de la législation qui en constitue la mise en œuvre en droit interne compromettraient l'unité de l'ordre juridique communautaire et porteraient atteinte au principe général du droit communautaire de la sécurité juridique.

B.11. Dès lors que le contrôle de la validité d'une décision-cadre prise en vertu de l'article 34, paragraphe 2, point b), du Traité U.E. relève, selon les articles 35 et 46 du Traité, de la compétence de la Cour de justice des Communautés européennes, dont la Belgique a admis la compétence en la matière, la Cour estime qu'il s'impose, préalablement à l'examen des quatrième et cinquième moyens, de poser, à titre subsidiaire, la seconde question préjudicielle mentionnée au dispositif.

Par ces motifs,

la Cour,

avant de statuer au fond,

pose à la Cour de justice des Communautés européennes les questions préjudicielles suivantes :

1. « La décision-cadre du Conseil de l'Union européenne 2002/584/JAI du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres est-elle compatible avec l'article 34, paragraphe 2, point b), du Traité sur l'Union européenne, selon lequel les décisions-cadres ne peuvent être arrêtées qu'aux fins du rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres ? »;

2. « L'article 2, paragraphe 2, de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne 2002/584/JAI du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres, en tant qu'il supprime le contrôle de l'exigence de la double

incrimination pour les infractions qui y sont mentionnées, est-il compatible avec l'article 6, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, et plus spécifiquement avec le principe de légalité en matière pénale et avec le principe d'égalité et de non-discrimination garantis par cette disposition ? ».

Ainsi prononcé en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 13 juillet 2005.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

A. Arts

A R R E S T

In zake : het beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 19 december 2003 betreffende het Europees aanhoudingsbevel, ingesteld door de v.z.w. Advocaten voor de Wereld.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit voorzitter A. Arts, rechter P. Martens, waarnemend voorzitter, en de rechters R. Henneuse, M. Bossuyt, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter A. Arts,

wijst na beraad het volgende arrest :

* *

*

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 21 juni 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 22 juni 2004, heeft de v.z.w. Advocaten voor de Wereld, met zetel te 9000 Gent, Koophandelsplein 23, beroep tot gehele of gedeeltelijke (de artikelen 3, 5, §§ 1 en 2, en 7) vernietiging ingesteld van de wet van 19 december 2003 betreffende het Europees aanhoudingsbevel (bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 22 december 2004, tweede uitgave).

De Ministerraad heeft een memorie ingediend, de verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend en de Ministerraad heeft ook een memorie van wederantwoord ingediend.

Op de openbare terechtzitting van 13 april 2005 :

-zijn verschenen :

. Mr. L. Deleu, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij;

. Mr. E. Jacobowitz, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

-hebben de rechters-verslaggevers M. Bossuyt en J. Spreutels verslag uitgebracht;

-zijn de voornoemde advocaten gehoord;

-is de zaak in beraad genomen.

De bepalingen van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof met betrekking tot de rechtspleging en het gebruik van de talen werden toegepast.

II. *In rechte*

-A -

Over de ontvankelijkheid

A.1.1. De v.z.w. Advocaten voor de Wereld heeft tot voornaamste doel de ontwikkelingssamenwerking en stelt zich tot meer specifiek doel hierin, waar ook ter wereld, zowel op nationaal als op internationaal vlak, de rechtsstaat en de eerlijke procesvoering te bewerkstelligen, te ondersteunen en te beschermen, meer in het algemeen de mensenrechten te bevorderen en in dit kader hulp te verlenen aan rechtsonderhorigen, individuele advocaten of mensenrechtenorganisaties, eveneens te streven naar armoedebestrijding en verdediging van de rechten van de minstbedeelden in de meest algemene zin.

Zij meent dat ze in de strijd voor de rechtsstaat en voor een eerlijke procesvoering doet blijken van het rechtens vereiste belang om de vernietiging te vorderen van de bestreden bepalingen.

A.1.2. De Ministerraad betwist het belang van de verzoekende partij nu niet blijkt dat de bestreden bepalingen de ontwikkelingssamenwerking, die de verzoekende partij als doelstelling nastreeft, negatief zou beïnvloeden. Bovendien blijkt uit de neergelegde stukken niet dat de vereniging zonder winstoogmerk zou voldoen aan de wettelijke vereisten om in rechte te treden.

A.2.1. De verzoekende partij voert vijf middelen aan ter ondersteuning van haar beroep tot vernietiging.

A.2.2. De Ministerraad voert in hoofdorde aan dat het beroep onontvankelijk is, wegens onduidelijkheid van de middelen. De Ministerraad stelt vast dat alle middelen zijn afgeleid uit een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met andere grondwetsbepalingen en bepalingen van internationaal recht. Geen van de middelen geeft echter aan welke categorieën van rechtsonderhorigen worden vergeleken, wat essentieel is voor de toetsing door het Hof. In die omstandigheden kan de Ministerraad niet afdoende repliceren op de aangevoerde bezwaren.

Ten gronde

A.3.1. Het eerste middel is afgeleid uit een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 36 en 168 ervan.

De verzoekende partij uit bezwaren tegen het feit dat de wet van 19 december 2003 betreffende het Europees aanhoudingsbevel werd ingevoerd op basis van het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie 2002/584/JBZ van 13 juni 2002 betreffende het Europees aanhoudingsbevel en de procedures van overlevering tussen de lidstaten, terwijl overeenkomstig artikel 34 van het E.U.-Verdrag die materie bij overeenkomst moest worden geregeld. Voor zover twijfel zou bestaan omtrent die stelling, vragen de verzoekers dat over de rechtmatigheid van het kaderbesluit een prejudiciële vraag zou worden gesteld aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

A.3.2. De bezwaren van de verzoekende partij zijn tevens gericht tegen het feit dat bij de omzetting van het vermelde kaderbesluit in het interne recht de beslissingsbevoegdheid van de wetgevende kamers wordt aangetast.

A.3.3. Traditioneel wordt de strafrechtelijke samenwerking tussen landen bij verdrag geregeld, wat de goedkeuring vereist van de nationale parlementen, die al dan niet hiermede hun instemming kunnen verlenen.

Doordat kaderbesluiten bindend zijn voor de lidstaten wat het te bereiken resultaat en de timing betreft, wordt de democratische parlementaire controle uitgehold. De bevoegdheidstoekenning aan de onderscheiden staatsmachten, en aan de wetgever in het bijzonder, is door de Grondwetgever opgevat als waarborg toegekend aan alle rechtsonderhorigen, zodat de miskenning ervan een schending uitmaakt van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

A.3.4. De Ministerraad meent dat het Hof niet bevoegd is om te oordelen over het eerste middel, nu niet de

inhoud van de wet, maar wel de wijze van totstandkoming wordt betwist.

Bovendien is het middel ongegrond, nu, enerzijds, de wetgevende macht zich heeft kunnen uitspreken over de bestreden wet, terwijl de democratische controle op het kaderbesluit wordt verzekerd door het Europees Parlement.

A.4.1. In het tweede middel wordt een schending aangevoerd van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 12 ervan en met de artikelen 6.2, 5.2 en 5.4 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

A.4.2. Het feit dat de bestreden wet de omzetting vormt van een Europees kaderbesluit ontslaat de wetgever niet ervan de door de Grondwet en de verdragen beschermde persoonlijke vrijheid te waarborgen.

Volgens artikel 3 van de bestreden wet kan een Europees aanhoudingsbevel worden uitgevaardigd met het oog op vervolging of met het oog op de tenuitvoerlegging van een straf wanneer de veroordeling reeds heeft plaatsgevonden.

Wat de vrijheidsberoving voorafgaand aan de veroordeling betreft is er volgens de verzoekers een niet gerechtvaardigd onderscheid in behandeling tussen de verdachten die worden aangehouden op basis van een Europees aanhoudingsbevel en diegenen die de waarborgen genieten van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.

De wet van 20 juli 1990 voorziet in strikte voorwaarden in verband met de vrijheidsberoving van een persoon tijdens het gerechtelijk onderzoek. De beslissing daarentegen om een persoon tegen wie een Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd vóór zijn berechting zijn vrijheid te ontnemen, wordt in beginsel enkel genomen op basis van het Europees aanhoudingsbevel, terwijl de uitvaardigende rechterlijke autoriteit in het bezit blijft van het vervolgingsdossier. De onderzoeksrechter in België moet dus uitspraak doen zonder dat hij inzage heeft in het dossier van de verdachte.

A.4.3. De verzoekende partij verwijt de bestreden bepaling ook dat zij ongelijke situaties ten onrechte gelijk behandelt doordat zij inzake de uitvaardiging van een Europees aanhoudingsbevel in dezelfde regeling voorziet ten aanzien van personen die worden vervolgd als ten aanzien van personen die reeds werden veroordeeld, terwijl de Belgische wetgeving de beide categorieën verschillend behandelt.

A.4.4. Volgens de Ministerraad blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet dat de grondrechten waarvan in het middel melding wordt gemaakt, worden geëerbiedigd.

De aanhouding geschiedt op basis van een veroordeling uitgesproken door een rechter gevestigd binnen de Europese Unie of op basis van een signalering op Europees vlak.

In het eerste geval kan er bezwaarlijk sprake zijn van een schending van de in het middel vermelde

bepalingen aangezien de aangehouden persoon reeds toegang tot de rechter had in de betrokken lidstaat en het vermoeden van onschuld niet meer geldt vanwege de veroordeling die lastens hem werd uitgesproken.

In de tweede hypothese is er nog geen strafrechtelijke veroordeling en in dat geval zal de onderzoeksrechter binnen 24 uur na de aanhouding de betrokkene dienen te horen en uitspraak dienen te doen over zijn verdere hechtenis. De onderzoeksrechter zal ter zake over de informatie beschikken die op Europees vlak als noodzakelijk werd beschouwd om de aanhouding te kunnen bevestigen, zonder dat die informatie per definitie minder omvangrijk zou zijn als diegene waarover hij beschikt in het kader van de wetgeving inzake de voorlopige hechtenis.

A.5.1. Het derde middel is afgeleid uit een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 13 ervan, en artikel 6.2 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Artikel 7 van de bestreden wet bepaalt dat, wanneer het Europees aanhoudingsbevel is uitgevaardigd met het oog op de tenuitvoerlegging van een straf of van een veiligheidsmaatregel uitgesproken bij een bij verstek gewezen vonnis, de overlevering afhankelijk kan worden gesteld van de voorwaarde dat de uitvaardigende rechterlijke autoriteit waarborgen biedt die als toereikend worden beschouwd om de betrokkene ervan te verzekeren dat hij in de uitvaardigende Staat een nieuwe vonnisprocedure kan vragen en in zijn aanwezigheid wordt berecht. Het gegeven dat in het recht van de uitvaardigende Staat een bepaling bestaat die voorziet in de mogelijkheid tot hoger beroep, wordt door de wet als toereikend beschouwd.

A.5.2. Volgens de verzoekende partij leidt de bestreden bepaling tot een ongelijke behandeling van gelijke gevallen, nu de veroordeling bij verstek en de waarborgen inzake het contradictoir karakter van de strafprocedure in de verschillende betrokken Staten sterk uiteenlopend geregeld is. Aldus leidt de bestreden bepaling, bij de behandeling door de Belgische rechterlijke overheden van een Europees aanhoudingsbevel, tot een discriminatoire behandeling van de personen die in de verschillende E.U.-landen bij verstek zijn veroordeeld. Ook het feit dat de rechterlijke autoriteiten erop moeten toezien dat toereikende waarborgen worden verleend, leidt tot een ongelijke behandeling van gelijke gevallen.

A.5.3. Volgens de Ministerraad zou de verzoekende partij de wetgever verwijten bepaalde aspecten van de problematiek niet te hebben geregeld, waarover het Hof geen uitspraak vermag te doen. Voor het overige meent de Ministerraad dat artikel 7 van de bestreden wet in voldoende waarborgen voorziet.

A.6.1. Het vierde middel is afgeleid uit een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Artikel 5, § 1, van de bestreden wet hanteert het beginsel van de dubbele incriminatie, wat inhoudt dat de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel wordt geweigerd wanneer de feiten waarop het bevel betrekking heeft krachtens het Belgisch recht niet strafbaar zijn.

Artikel 5, § 2, van de wet wijkt volgens de verzoekers zonder objectieve en redelijke verantwoording af van dat beginsel doordat voor een reeks misdrijven de vereiste van de dubbele incriminatie vervalt zodra in de

uitvaardigende Staat een maximumstraf van ten minste drie jaar vrijheidsberoving is gesteld op de betrokken feiten.

A.6.2. De Ministerraad wijst erop dat de lijst opgenomen in artikel 5, § 2, van de bestreden wet is overgenomen uit het Europese kaderbesluit, waarvan de wet de omzetting in de Belgische rechtsorde vormt.

De tekst van de wet maakt geen gewag van de opheffing van de dubbele strafbaarstelling, maar enkel van het gegeven dat de dubbele strafbaarheid van de feiten niet wordt nagegaan. Bovendien dient het in werking gestelde systeem van het Europees aanhoudingsbevel in zijn geheel te worden beoordeeld. De voorbereidende werken leggen een verband tussen het gedeeltelijk vrijgeven van de controle op de dubbele strafbaarstelling met de mogelijke weigering van overlevering als gevolg van de toepassing van het territorialiteitsbeginsel.

Ten slotte betwist de Ministerraad ook dat er onvoldoende informatie over de feiten voorhanden zou zijn in het Europees aanhoudingsbevel.

A.7.1. Het vijfde middel is afgeleid uit een schending van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 14 van de Grondwet en met artikel 7 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Artikel 5, § 2, bepaalt dat voor de opgesomde misdrijven de traditionele vereiste van de dubbele incriminatie vervalt wanneer in de uitvaardigende lidstaat een maximumstraf van ten minste drie jaar vrijheidsberoving is gesteld op het betrokken feit.

Het legaliteitsbeginsel in strafzaken verbiedt evenwel dat iemand kan worden onderworpen aan een strafwet die niet voldoet aan de vereisten van nauwkeurigheid, duidelijkheid en voorspelbaarheid opdat eenieder, op het ogenblik waarop hij een gedrag aanneemt, kan uitmaken of het gedrag al dan niet strafbaar is. De lijst van artikel 5, § 2, van de bestreden wet bevat geen misdrijven met hun wettelijke definitie, maar zeer vaag omschreven generische categorieën van onwenselijk gedrag en voldoet niet aan de vereisten die het legaliteitsbeginsel in strafzaken stelt.

A.7.2. De Ministerraad verwijst naar de argumentatie ontwikkeld ten aanzien van het vierde middel en herhaalt dat de afwezigheid van controle op de dubbele incriminatie moet worden gerelateerd aan de toepassing van het territorialiteitsbeginsel. De uitleverende Staat zal slechts gehouden zijn om een persoon uit te leveren voor een feit dat die Staat zelf niet strafbaar stelt, wanneer die feiten zich op het grondgebied van de uitvaardigende Staat hebben voorgedaan.

Elke veroordeling van de uitgeleverde persoon op grond van die feiten zal worden uitgesproken overeenkomstig het legaliteitsbeginsel, aangezien de betrokkenen toen hij zich op het grondgebied van de uitvaardigende Staat bevond en de strafrechtelijk gestrafte feiten pleegde, wist of behoorde te weten dat die feiten strafbaar waren, zelfs al verschillen die regels terzake van de regels in zijn eigen lidstaat.

Over de ontvankelijkheid

B.1.1. De Ministerraad voert aan dat het beroep tot vernietiging niet ontvankelijk is omdat de verzoekende partij niet zou voldoen aan de wettelijke vereisten om in rechte te treden en omdat ze bovendien niet zou doen blijken van het rechtens vereiste belang.

B.1.2. Op verzoek van de griffier heeft de verzoekende partij de stukken overgelegd vereist door artikel 7 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, waaruit blijkt dat ze voldoet aan de door de wet gestelde vereisten.

B.1.3. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk zich op een collectief belang beroept, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat het collectief belang niet tot de individuele belangen van haar leden is beperkt; dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.1.4. Volgens artikel 3 van haar statuten heeft de vereniging tot voornaamste doel de ontwikkelingssamenwerking, meer in het bijzonder en voornamelijk waar ook ter wereld, zowel op nationaal als op internationaal vlak, de rechtsstaat en de eerlijke procesvoering te bewerkstelligen, te ondersteunen en te beschermen, meer in het algemeen de mensenrechten te bevorderen en in dit kader hulp te verlenen aan rechtsonderhorigen, advocaten of mensenrechtenorganisaties, eveneens te streven naar armoedebestrijding en verdediging van de rechten van de minstbedeelden in de meest algemene zin.

Zonder dat een dergelijke omschrijving van het maatschappelijk doel van een v.z.w. letterlijk moet worden genomen als een middel dat die vereniging aanwendt om gelijk welke norm aan te vechten onder het voorwendsel dat elke norm een weerslag heeft op iemands rechten, kan ervan worden uitgegaan dat een wet die de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel regelt, van die aard is dat zij het maatschappelijk doel van de vereniging ongunstig kan raken.

B.1.5. Ten slotte werpt de Ministerraad ook op dat het beroep tot vernietiging onontvankelijk is omdat de middelen onduidelijk zijn geformuleerd en niet voldoen aan de vereisten gesteld door artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Die exceptie wordt gevoegd bij het onderzoek van de grond van de zaak.

Ten gronde

B.2.1. Het eerste middel is afgeleid uit een schending van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met de artikelen 36, 167, § 2, en 168, van de Grondwet.

B.2.2. De wet van 19 december 2003 betreffende het Europees aanhoudingsbevel vormt de omzetting in het interne recht van het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie 2002/584/JBZ van 13 juni 2002 betreffende het Europees aanhoudingsbevel en de procedures van overlevering tussen de lidstaten.

B.2.3. Inzake politieële en justitiële samenwerking in strafzaken bepaalt artikel 34, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie (hierna : E.U.-Verdrag) dat de Raad maatregelen neemt en de samenwerking bevordert, in een passende vorm en volgens passende procedures, die bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de Unie. De Raad kan daartoe gemeenschappelijke standpunten, kaderbesluiten of besluiten aannemen of overeenkomsten vaststellen.

B.2.4. Volgens artikel 34, lid 2, onder b), kan de Raad dienaangaande kaderbesluiten aannemen voor de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten. Die kaderbesluiten zijn verbindend voor de lidstaten ten aanzien van het te bereiken resultaat, doch aan de nationale instanties wordt de bevoegdheid gelaten vorm en middelen te kiezen. Zij hebben geen rechtstreekse werking.

B.3.1. Volgens de verzoekende partij is het kaderbesluit ongeldig doordat de aangelegenheid van het Europees aanhoudingsbevel bij overeenkomst tot stand moest worden gebracht en niet bij een kaderbesluit, nu volgens artikel 34, lid 2, onder b), van het E.U.-Verdrag kaderbesluiten enkel kunnen worden aangenomen voor « de onderlinge aanpassing

van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten », wat in casu niet het geval zou zijn.

De verzoekende partij vraagt het Hof om over de geldigheid van het kaderbesluit een prejudiciële vraag te stellen aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

B.3.2. De totstandkoming van de bestreden wet is het rechtstreekse gevolg van de beslissing van de Europese Raad om de aangelegenheid van het Europees aanhoudingsbevel bij kaderbesluit te regelen. Krachtens artikel 35, lid 1, van het E.U.-Verdrag is het Hof van Justitie als enig rechtscollege bevoegd om, bij wijze van prejudiciële beslissing, uitspraak te doen over de geldigheid van kaderbesluiten. België heeft, overeenkomstig artikel 35, lid 2, van het Verdrag, de rechtsmacht van het Hof ter zake aanvaard.

B.3.3. Alvorens het eerste middel te onderzoeken, acht het Hof het noodzakelijk het Hof van Justitie de eerste prejudiciële vraag, die hierna in het beschikkend gedeelte wordt vermeld, te stellen.

B.4. Voor het geval dat het Hof zou oordelen dat het eerste middel niet gegrond is, voert de verzoekende partij subsidiair nog vier middelen aan ter ondersteuning van haar beroep tot vernietiging.

B.5.1. Het vierde en het vijfde middel zijn gericht tegen artikel 5, §§ 1 en 2, van de bestreden wet, luidend als volgt :

« Artikel 5. § 1. De tenuitvoerlegging wordt geweigerd ingeval het feit waarop het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft, krachtens het Belgisch recht niet strafbaar is.

§ 2. De vorige paragraaf is niet van toepassing ingeval het gaat om één van de strafbare feiten, voor zover deze in de uitvaardigende lidstaat met een maximale vrijheidsbenemende straf van minimaal drie jaar wordt bestraft :

- 1° deelneming aan een criminele organisatie;
- 2° terrorisme;
- 3° mensenhandel;

- 4° seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie;
- 5° illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen;
- 6° illegale handel in wapens, munitie en explosieven;
- 7° corruptie;
- 8° fraude, daaronder begrepen fraude die afbreuk doet aan de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen in de zin van de Overeenkomst van 26 juli 1995 aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen;
- 9° witwassen van de opbrengst van misdrijven;
- 10° valsemunterij en namaak van de euro;
- 11° computercriminaliteit;
- 12° milieucriminaliteit, daaronder begrepen illegale handel in bedreigde diersoorten en illegale handel in bedreigde planten- en boomsoorten;
- 13° hulp bij het onrechtmatig binnenkomen van en verblijven op het grondgebied;
- 14° opzettelijke doodslag of ernstige slagen en verwondingen;
- 15° illegale handel in menselijke organen en weefsels;
- 16° ontvoering, opsluiting en gijzelneming;
- 17° racisme en vreemdelingenhaat;
- 18° georganiseerde of gewapende diefstal;
- 19° illegale handel in cultuurgoederen, daaronder begrepen antiquiteiten en kunstwerken;
- 20° oplichting;
- 21° racketeering en afpersing;
- 22° namaak en ongeoorloofde productie van goederen;
- 23° vervalsing van administratieve documenten en handel in valse stukken;
- 24° vervalsing van betaalmiddelen;
- 25° illegale handel in hormonale stoffen en andere groeifactoren;
- 26° illegale handel in nucleaire en radioactieve stoffen;
- 27° handel in gestolen voertuigen;
- 28° verkrachting;
- 29° opzettelijke brandstichting;
- 30° misdaden die tot de rechtsmacht van het Internationaal Strafhof behoren;
- 31° kaping van vliegtuigen of van schepen;
- 32° sabotage ».

B.5.2. Artikel 5, § 1, van de bestreden wet hanteert de regel van de dubbele incriminatie,

wat inhoudt dat de tenuitvoerlegging van het Europees aanhoudingsbevel wordt geweigerd wanneer de feiten waarop het bevel betrekking heeft, krachtens het Belgisch recht niet strafbaar zijn.

Volgens artikel 5, § 2, is die regeling niet van toepassing wanneer het gaat om een van de strafbare feiten opgesomd in die bepaling, voor zover die in de uitvaardigende lidstaat met een maximale vrijheidsbenemende straf van minimaal drie jaar wordt bestraft.

B.5.3. Artikel 5, § 2, van de wet van 19 december 2003 vormt de uitvoering in het interne recht van artikel 2, lid 2, van het kaderbesluit van de Europese Raad van 13 juni 2002 dat bepaalt :

« Tot overlevering op grond van een Europees aanhoudingsbevel kunnen leiden, onder de voorwaarden van dit kaderbesluit, en zonder toetsing van de dubbele strafbaarheid van het feit, de navolgende strafbare feiten, indien daarop in de uitvaardigende lidstaat een vrijheidsstraf of een tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel staat met een maximum van ten minste drie jaar en zoals omschreven in het recht van de uitvaardigende lidstaat :

- . deelneming aan een criminele organisatie,
- . terrorisme,
- . mensenhandel,
- . seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie,
- . illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen,
- . illegale handel in wapens, munitie en explosieven,
- . corruptie,
- . fraude, met inbegrip van fraude waardoor de financiële belangen van de Gemeenschap worden geschaad zoals bedoeld in de Overeenkomst van 26 juli 1995 aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen,
- . witwassen van opbrengsten van misdrijven,
- . vervalsing met inbegrip van namaak van de euro,
- . informaticacriminaliteit,
- . milieumisdrijven, met inbegrip van de illegale handel in bedreigde diersoorten en bedreigde planten- en boomsoorten,
- . hulp bij illegale binnenkomst en illegaal verblijf,

- . moord en doodslag, zware mishandeling,
- . illegale handel in menselijke organen en weefsels,
- . ontvoering, wederrechtelijke vrijheidsberoving en gijzeling,
- . racisme en vreemdelingenhaat,
- . georganiseerde of gewapende diefstal,
- . illegale handel in cultuurgoederen, waaronder antiquiteiten en kunstvoorwerpen,
- . oplichting,
- . racketeering en afpersing,
- . namaak van producten en productpiraterij,
- . vervalsing van administratieve documenten en handel in valse documenten,
- . vervalsing van betaalmiddelen,
- . illegale handel in hormonale stoffen en andere groeibevorderaars,
- . illegale handel in nucleaire en radioactieve stoffen,
- . handel in gestolen voertuigen,
- . verkrachting,
- . opzettelijke brandstichting,
- . misdrijven die onder de rechtsmacht van het Internationaal Strafhof vallen,
- . kaping van vliegtuigen/schepen,
- . sabotage ».

Artikel 2, lid 4, van het kaderbesluit bepaalt :

« Ten aanzien van andere dan de in lid 2 van dit artikel bedoelde strafbare feiten kan overlevering afhankelijk worden gesteld van de voorwaarde dat het Europees aanhoudingsbevel berust op een naar het recht van de uitvoerende lidstaat strafbaar feit, ongeacht de bestanddelen of de kwalificatie ervan ».

B.6. De bezwaren van de verzoekende partij ten aanzien van de wet gelden onrechtstreeks ook ten aanzien van het kaderbesluit van 13 juni 2002, waarvan de wet de verplichte omzetting vormt in het interne recht.

B.7.1. In het vierde middel voert de verzoekende partij aan dat artikel 5, § 2, van de wet het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie schendt doordat voor de strafbare feiten vermeld in die bepaling, bij de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel, zonder

objectieve en redelijke rechtvaardiging wordt afgeweken van de vereiste van dubbele incriminatie, terwijl die vereiste wel behouden blijft voor andere strafbare feiten.

B.7.2. Weliswaar is er een verschil tussen het kaderbesluit en de wet in zoverre volgens artikel 2, lid 4, van het kaderbesluit de vereiste van dubbele incriminatie behouden kan blijven voor andere strafbare feiten dan die welke zijn opgesomd in artikel 2, lid 1, terwijl volgens artikel 5, § 1, van de wet de vereiste van dubbele incriminatie behouden moet blijven voor andere strafbare feiten dan die welke zijn bedoeld in artikel 5, § 1.

B.7.3. Het bovenstaande neemt evenwel niet weg dat zowel in het kaderbesluit als in de wet een bijzondere regeling geldt voor een reeks strafbare feiten waarvoor de toetsing van de vereiste van dubbele incriminatie vervalt.

B.8. In het vijfde middel voert de verzoekende partij aan dat de bestreden bepaling niet beantwoordt aan de vereisten van het legaliteitsbeginsel in strafzaken, doordat zij geen misdrijven opsomt met een voldoende duidelijke en nauwkeurige normatieve inhoud, maar slechts vaag omschreven categorieën van onwenselijk gedrag. De rechterlijke overheid die over de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel moet beslissen beschikt volgens de verzoekende partij over onvoldoende informatie om daadwerkelijk na te gaan of de strafbare feiten waarvoor de gezochte persoon wordt vervolgd, of waarvoor jegens hem een straf werd uitgesproken, behoren tot een van de categorieën vermeld in artikel 5, § 2, van de wet.

Het gebrek aan een duidelijke en nauwkeurige omschrijving van de strafbare feiten bedoeld in artikel 5, § 2, zal volgens de verzoekende partij leiden tot een disparate toepassing door de verschillende overheden die met de tenuitvoerlegging van een Europees aanhoudingsbevel zijn belast en schendt ook daardoor het beginsel van gelijkheid en nietdiscriminatie.

B.9.1. Artikel 6, lid 2, van het E.U.-Verdrag bepaalt :

« De Unie eerbiedigt de grondrechten, zoals die worden gewaarborgd door het op 4 november 1950 te Rome ondertekende Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en zoals zij uit de gemeenschappelijke

constitutionele tradities van de lidstaten voortvloeien, als algemene beginselen van het Gemeenschapsrecht ».

B.9.2. Het legaliteitsbeginsel in strafzaken en het beginsel van gelijkheid en nietdiscriminatie, waarvan de verzoekende partij de schending aanvoert, moeten, overeenkomstig artikel 6, lid 2, van het E.U.-Verdrag, ook worden geëerbiedigd door de Unie.

B.10. De bezwaren van de verzoekende partij ten aanzien van de bestreden wet gelden in dezelfde mate ten aanzien van het kaderbesluit. Verschillen van inzicht tussen de rechterlijke instanties over de geldigheid van gemeenschapshandelingen en over de geldigheid van de wetgeving die daarvan de implementatie vormt in het interne recht, zouden de eenheid van de communautaire rechtsorde in het gevaar brengen en afbreuk doen aan het algemeen beginsel van gemeenschapsrecht van rechtszekerheid.

B.11. Nu de toetsing van de geldigheid van een kaderbesluit genomen op basis van artikel 34, lid 2, onder b), van het E.U.-Verdrag, volgens de artikelen 35 en 46 van het Verdrag tot de bevoegdheid behoort van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, waarvan België de rechtsmacht ter zake heeft aanvaard, acht het Hof het noodzakelijk om, voorafgaandelijk aan het onderzoek van het vierde en het vijfde middel, de tweede prejudiciële vraag die hierna in het beschikkend gedeelte wordt vermeld, te stellen in ondergeschikte orde.

Om die redenen,

Het Hof,

alvorens recht te doen ten gronde,

stelt aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen de volgende prejudiciële vragen :

1. « Is het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie 2002/584/JBZ van 13 juni 2002 betreffende het Europees aanhoudingsbevel en de procedures van overlevering tussen de lidstaten, in overeenstemming met artikel 34, lid 2, onder b), van het Verdrag betreffende de

Europese Unie, volgens hetwelk kaderbesluiten enkel kunnen worden aangenomen voor de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten ? »;

2. « Is artikel 2, lid 2, van het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie 2002/584/JBZ van 13 juni 2002 betreffende het Europees aanhoudingsbevel en de procedures van overlevering tussen de lidstaten, in zoverre het de toetsing van de vereiste van dubbele incriminatie afschaft voor de erin vermelde strafbare feiten, in overeenstemming met artikel 6, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, meer specifiek met het door die bepaling gewaarborgde legaliteitsbeginsel in strafzaken en met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie ? ».

Aldus uitgesproken in het Nederlands, het Frans en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 13 juli 2005.

De griffier,

De voorzitter,

P.-Y. Dutilleux

A. Arts